

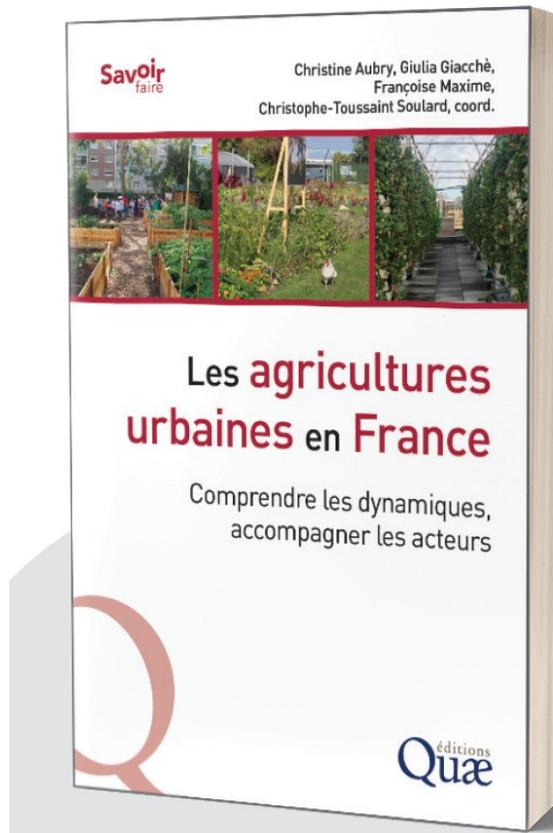
Les agricultures urbaines en France : comprendre les dynamiques, accompagner les acteurs

Présentation d'ouvrage et de quelques questions vives

Christine Aubry
Giulia Giacchè



Webinaire SFER 20/09/2024



éditions
Quæ

LES AGRICULTURES URBAINES EN FRANCE

Comprendre les dynamiques,
accompagner les acteurs

Collection *Savoir faire*

Quæ, 224 pages

ISBN 978-2-7592-3563-6 - réf. 02844

Parution : **octobre 2022**

Livre papier : **29,50 €**

Ebook : **19,99 €**

UMR SAD-APT
Agricultures Urbaines

EXP'AU
Bureau d'expertise en agricultures urbaines
AgroParisTech
Innovation

Ière Partie – Connaître

6 chapitres : de la diversité des formes aux places dans les systèmes alimentaires territorialisés

Élevages urbains, sols, services écosystémiques, vocations sociales

IIème Partie - Accompagner, Outiller, Former

6 chapitres-Fiches : de l'accès au foncier à la formation en Agriculture Urbaine

Gestion de la qualité des sols urbains, diagnostic de sites et accompagnement, alimentation et santé, AU et politiques publiques des villes

Les Agricultures urbaines, définition, diversité

*Cirad, CRDI au Canada, RUAF aux Pays Bas
(Resource Center on Urban agriculture and food security)*

Smit J, Ratta A, Nasr J. 1996 . *Urban Agriculture : food, jobs and sustainable cities* . PNUD, Coll Hbitat II, New York, 344 p.

L'agriculture urbaine « se réfère à de **petites surfaces** (par ex terrains vagues, jardins, vergers, balcons, récipients divers) **utilisés en ville** pour cultiver quelques plantes et élever des animaux en vue de la consommation du ménage ou des ventes de proximité » (Fao, 1999 repris dans Smit et al 2004)

L'agriculture urbaine est celle localisée dans la ville ou à sa périphérie, dont les produits (et les services) sont majoritairement destinés à la ville (..) et où il existe une alternative entre usage agricole et urbain des ressources (foncier, main d'œuvre, eau etc.) Ces alternatives ouvrent sur des compétitions mais aussi des complémentarités entre l'agriculture et la ville (Moustier et Fall, 2004)

L'agriculture pratiquée et vécue dans une agglomération par des agriculteurs et des habitants aux échelles de la vie quotidienne et du territoire d'application de la régulation urbaine (agricultures professionnelles ou non , circuits courts- circuits longs-autoconsommation, diversité de formes agri-urbaines) (Nahmias et Le Caro, 2012)



Des fermes (péri)urbaines

Gradient

Jardins d'insertion (AE)



Des jardins associatifs

Un concept en évolution (Morel, 2021)



Des micro-fermes urbaines

Participatives

productives



Au sol
Sur les toits
Intégrées...

Des serres urbaines



« low tech »
/ombrophiles

“indoor farming”



« High tech »
environnement contrôlé

Et des hybridations entre ces formes

Aubry C., Lelièvre A, Saint-Gès V, Morel K. 2022. La diversité des formes d'AU et de leurs modèles économiques. In « Les agricultures urbaines en France : comprendre les dynamiques accompagner les acteurs, Quae Editions. Coll « savoir faire »

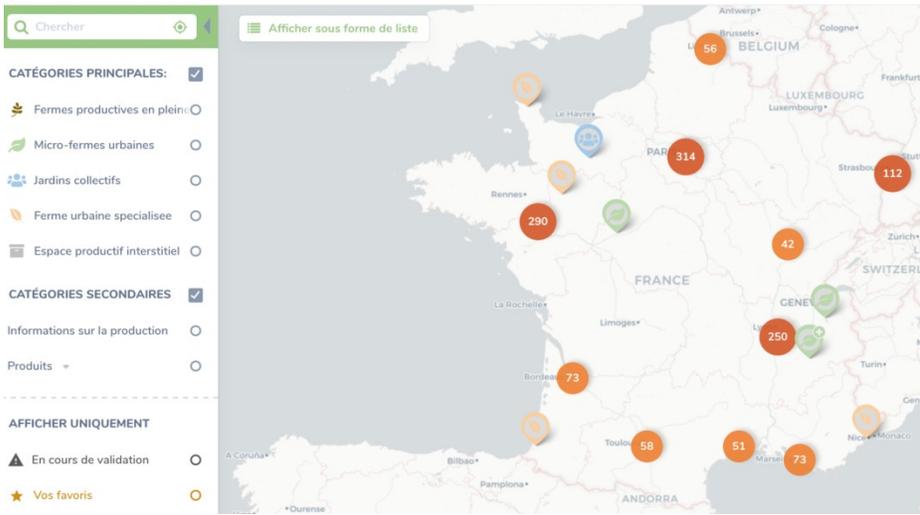
Et de l'élevage urbain



Bories O, Delfosse C, Eychenne C. 2022. La présence des animaux en ville : entre héritages, réinventions et nouvelles pratiques In « Les agricultures urbaines en France : comprendre les dynamiques accompagner les acteurs, Quae Editions. Coll « savoir faire »

France au moins 4000 projets d'AiU (2022)

Cartographie des lieux cultivés en Ville



Au moins **3300 sites de jardins familiaux** (environ 100.000 parcelles – 200 m² de moyenne (FNJFC 2022))

En AiU :
Jardins Associatifs +++
Microfermes (Participatives) ++
Fermes cavernicoles ++
Serres seules (+)
Indoor HT + puis (+)

En APU :
 - Microfermes maraichères ++
 - Diversification +
Forte implication des collectivités

Sur 57 organismes HLM (541 au total) en 2021

357 jardins de pied d'immeubles
 13 microfermes participatives
 50 Ruchers, 7 poulaillers collectifs



Observatoire de l'AU AFAUP :

<https://www.observatoire-aiu.fr/>



« Quartiers Fertiles »

2020-2022
98 lauréats : 87 MFP et Plus de 400 en France
 JAU
 6 Fermes marchandes

Ile de France(2022)

1002 Projets d'AiU
 Dont 195 microfermes participatives
 129 fermes spécialisées (observatoire de l'Afaup)

En 2021 : 149 microfermes PU (2000 ha) plus 2400 ha de légumes issus de plus grandes fermes et de diversification (Agreste 2021)

1300 sites de Jardins (F et P) en 2019
 Pour près de **1000 ha de cultures (maraichères)**

Des modèles économiques encore mal connus, divers et souvent hybrides (Van der Schans et al

2026, Saint-Gès 2021)

Microferme participative



- Vente (solidaires)
- Services rémunérés (team building, formations..)
- Subventions (Publiques/privées)



- Microferme « productive »
- vente
- Prestation-conseils
- Parts capital



Veni Verdi 2023

Total Produits : 719 K€ dont ventes 2% , Ateliers-formations-teams buildings 25% , Sub Pub 30%, Dons-Mécénat 25%

Total Charges : 803 K€ dont 81% en masse salariale

Déficit de plus de 80 K€ (baisse de 26% des subventions publiques et 25% du mécénat entre 2021 et 2023)

Participatives : Une grande fragilité malgré de grands services rendus à la collectivité

Productives : marchés de niche, concurrences dans certaines villes



En QPV des participatives ou des « productives » ?



Investissements +
+
>1000 €m² en serre U
<100€m² en PU
Fonctionnement +
++
(énergie)

Non rentables(sauf aromatiques, micropousses) en France

Autres filières (cosmétiques, pharmacie)



Tower Farm (78)



European Spatial Agency

Services environnementaux et culturels

80 à 85% de l'eau absorbée en toit « agricolisé » (Grard, 2017)



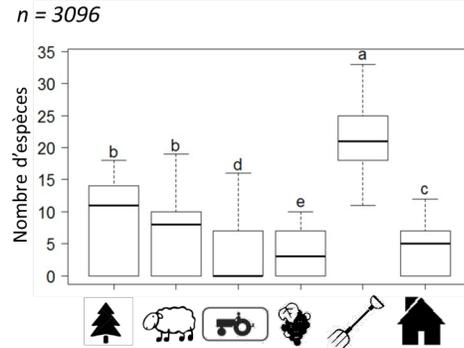
New York finance l'AU pour ce rôle ! « évite d'augmenter la taille des tuyaux » (Dpt of City Planning)



Utilisation d'eau potable en Intra urbain...

Biodiversité

Jardins et microfermes hot spot de biodiversité (Joimel et al, 2017, 2021, Coulibaly 2023)



ICU

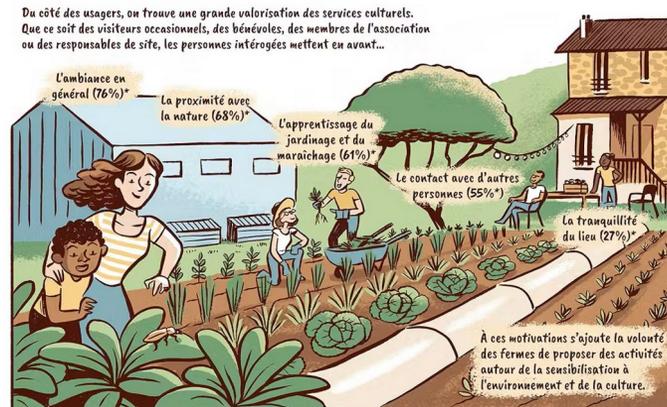
Rôle majeur des arbres (dont fruitiers)

Di-services et précautions : les sols urbains pollués



Fort besoin de poursuite de la **quantification des services environnementaux** (et changement d'échelle)

Services culturels et paysagers



Services culturels et paysagers de l'AU ??

Projet Semoirs
Ademe 2018-2021

Stella P. et al, 2022. Les services écosystémiques rendus par les agricultures urbaines. In « Les agricultures urbaines en France : comprendre les dynamiques accompagner les acteurs, Quae Editions. Coll « savoir faire »

Création d'emplois ,
éducation et lien
social



Tremplin pour l'installation agricole ?
(Veni Verdi 22 emplois sur 14000 m²
en 10 ans)

* Emplois directs non délocalisables

(Veni Verdi 22 emplois sur 14000 m²
en 10 ans)

Dont
insertion

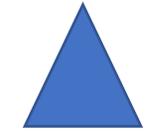
(VV 11 salariés et bénévoles)



Quantification ?
Passerelles AiU à
A ?

* Education : (VV 5500 enfants – 1500 adultes/an)
Fermes pédagogiques, jardins d'écoles

* « Lien social » : jardinages associatifs,
microfermes participatives, (jardins
thérapeutiques)



Evaluer et caractériser
ces « bénéfiques
sociaux »
Et/ou les coûts évités en dégâts sociaux

Champ de recherches sur les enjeux des AU dans les QPV (Profession banlieue
2022)

Les enseignements de Quartiers Fertiles ? Du suivi avec l'USH ?

Darly S, Granchamp L, Scheromm P, 2022. L'agriculture urbaine à vocation sociale. In « Les agricultures urbaines en France : comprendre les dynamiques accompagner les acteurs, Quae Editions. Coll « savoir faire »

Et l'alimentation ?

*Un rôle quantitatif **non nul mais limité de l'AiU**

Sensibilisation efficace : + 2 portions de F&L/Jour/personne (Marseille Nord, Martin et al 2017)

* Des intégrations de (nouvelles) formes d'A(P)U dans les SAT - et PAT - ?

- Soutiens directs des Collectivités aux installations agricoles voire régies agricoles : Bordeaux, Toulouse, Clermont Ferrand, Paris, Nantes, Lyon, Genevilliers etc.. : Acquisition de foncier, avantages à l'installation

▲ Prix des produits au moins 3€/kilo en Amap (+ en IdF)



Qui paye le delta de prix ?

- Logistiques et filières : Minlocaux, PAM de la MGP (Semmaris et Rungis Nord ?)

*Paris Max 10% des Légumes (Grard et al, 2017, 2021)

*Jardins associatifs : de ϵ à + de 50% de la consommation

Couplage jardins/cuisine (Baudelet & Giacchè 2024)

Restauration collective
Précarité alimentaire (Villejuif 2023)

doublément des petites fermes maraichères en IdF entre 2010 et

2022
Budget alim: 2,5€/pers/j en grande précarité

<https://ansa-precaritealimentaire>

Seuil mini PNNS : 4,5 €/j/pers (Darmon, 2020, rev 2023)

AGRI
PARIS
SEINE



Loudiyi S, Duvernoy I, Banzo M, 2022. Les systèmes alimentaires territorialisés : de nouveaux cadres d'intégration des agricultures urbaines. In « Les agricultures urbaines en France : comprendre les dynamiques accompagner les acteurs, Quae Editions. Coll « savoir faire »

CONNAITRE ?

Un grand dynamisme de recherche
Et des évolutions constantes

Indéniablement des fléchissements ces deux-trois dernières années

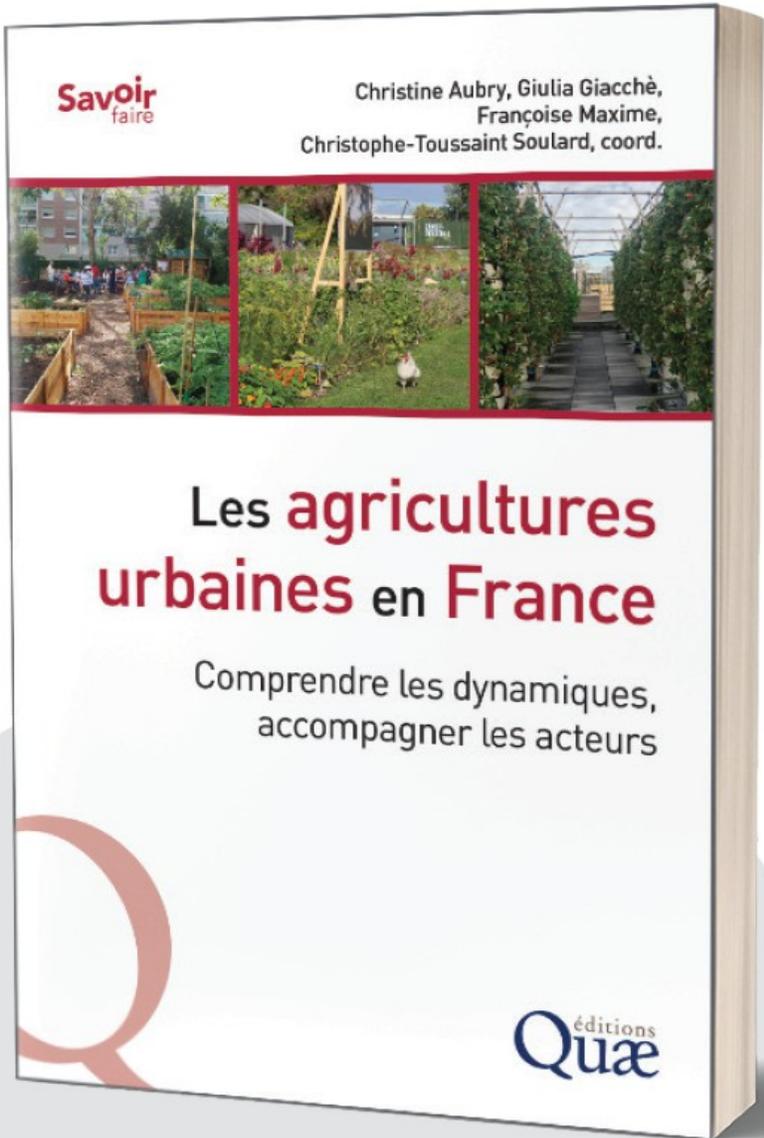
- De **nouveaux liens alimentaires**
- Du technologisme aux questions liées à **l'accessibilité alimentaire**
- Des **services attendus nombreux**, environnementaux, culturels, sociétaux

Effort de quantification à poursuivre

- Services environnementaux, services sociaux
- Performances technico-économiques des fermes, durabilités

Des thématiques à ouvrir/conforter

- PSE/Coûts évités
- Insertion dans les territoires (bioéconomie), dans les SAT et dans les politiques publiques
- AU et justice alimentaire



Partie 2 > G. Giacche et F. Maxime (éds) Accompagner, outiller et former

Objectifs >

montrer et capitaliser la diversité des dispositifs

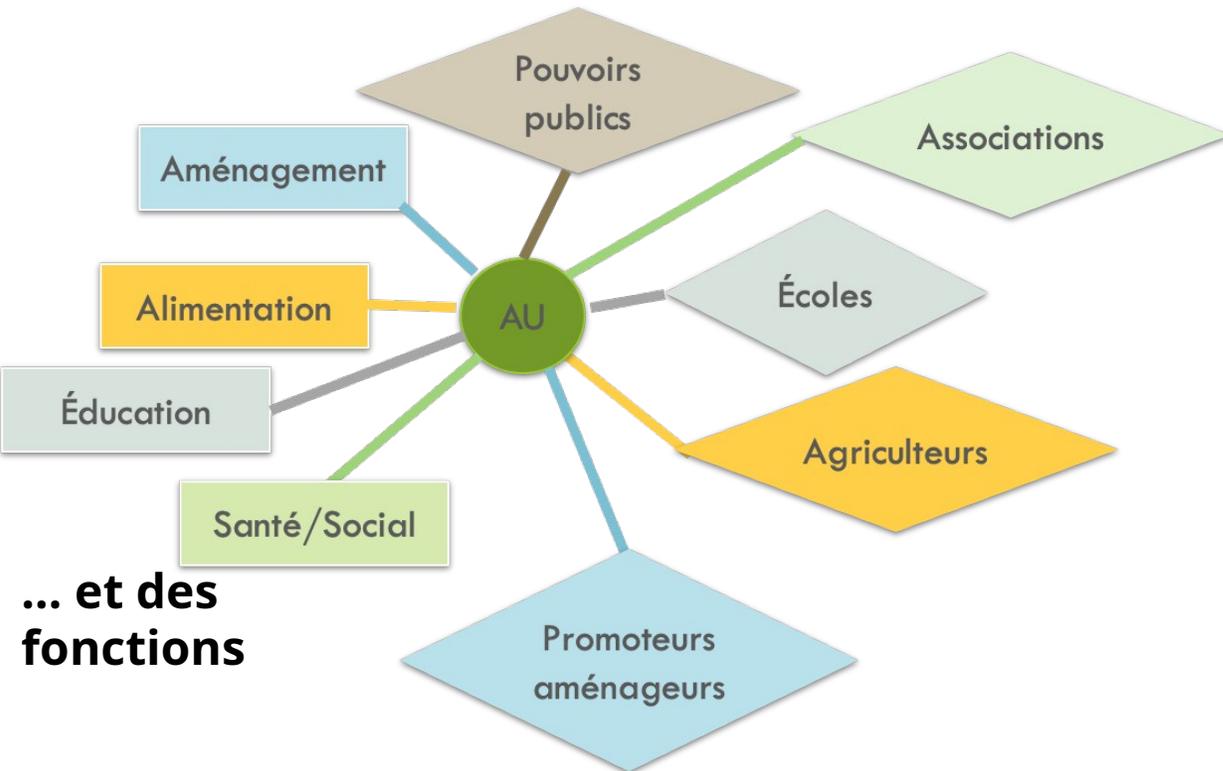
(e.g. plateformes, outils, méthodes, formations....)

(co)-produits par les chercheurs pour (et avec) les acteurs territoriaux

Domaines disciplinaires (géographie, agronomie, écotoxicologie, science du sols, santé publique...) - une posture commune de recherche dans l'action

Engouement pour les agricultures urbaines dans leur diversité Vers un passage à l'échelle (2019-2021) ?

Des acteurs...



... et des fonctions



MAA soutien l'AU par :
RMT – Agricultures Urbaines
AAP Jardins collectifs



Agence Nationale
Rénovation Urbaine
AAP Quartiers
Fertiles

DES THÉMATIQUES

CONCEPTION

MISE EN PLACE

AUs

ACCES au

FONCIER

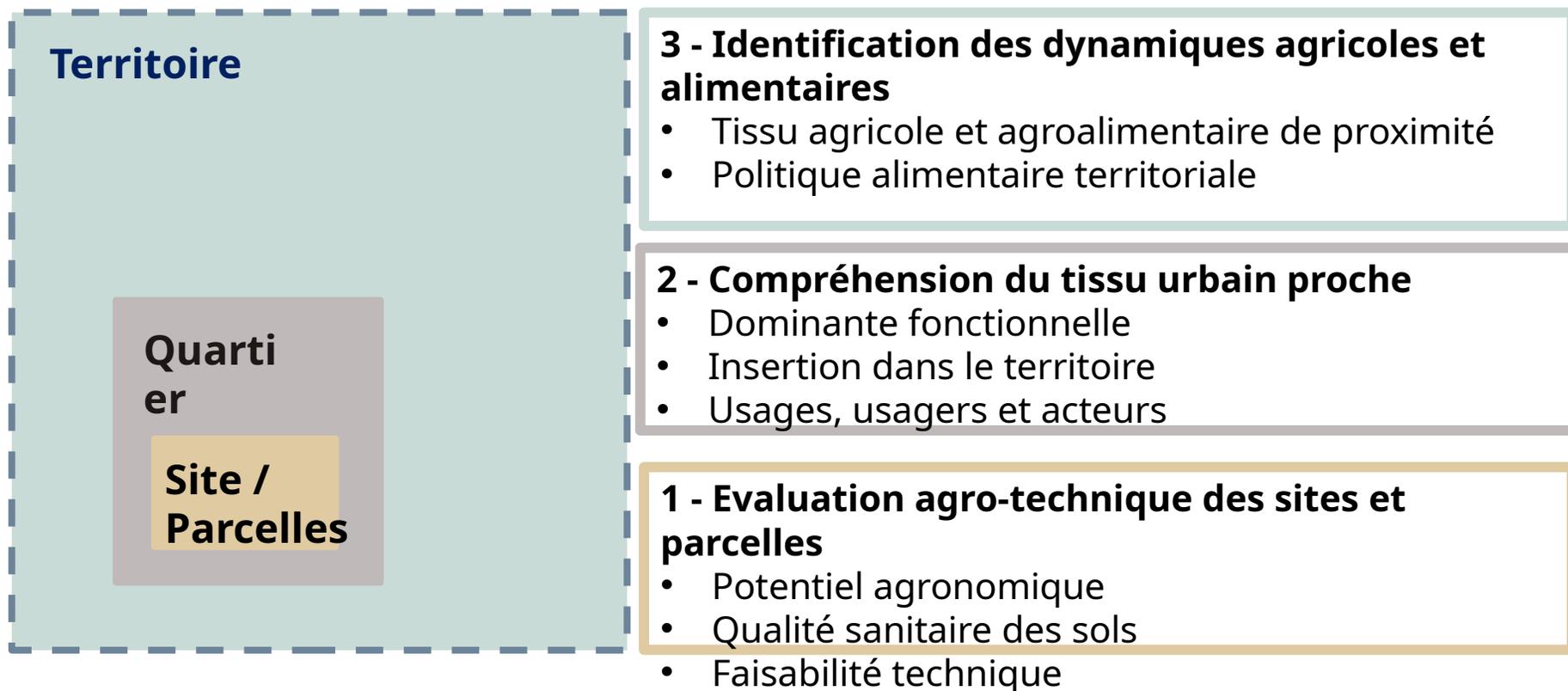
ET QUALITE de

SOLS

FORMATION

- AU un projet de territoire

METH-EXPAU™ (dec 2019)

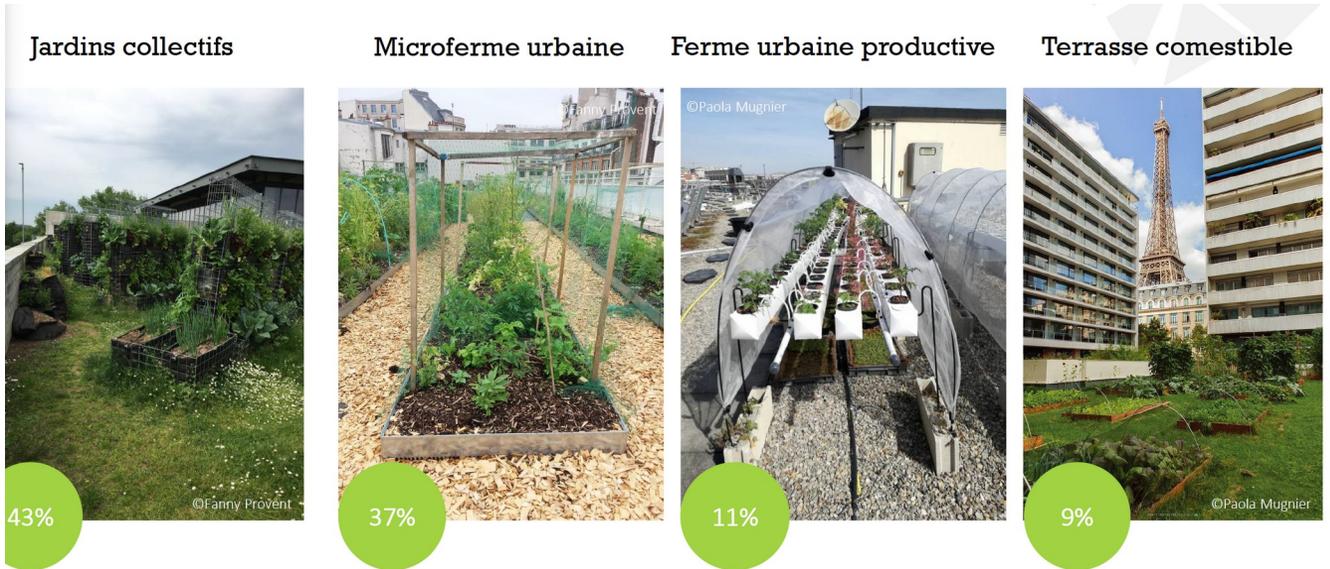
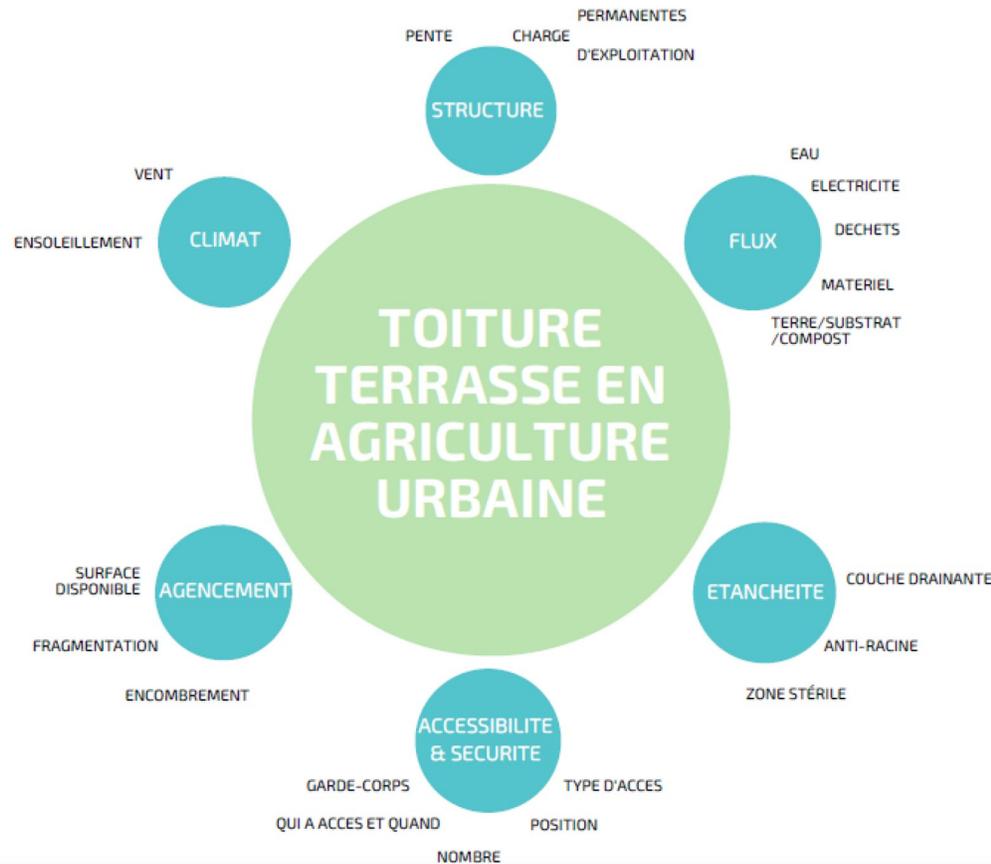


Giacchè et al.

DE LA CONCEPTION À LA MISE EN PLACE

des projets qui s'installent sur des espaces sous contrainte

En toiture



Et en pleine terre

LES SOLS URBAINS

La qualité de sols doit être une variable dans la détermination des choix d'aménagement

- Il s'agit de pouvoir orienter des options d'aménagement et d'optimiser l'adéquation entre qualité des sols et usages (ex travaux CEREMA)

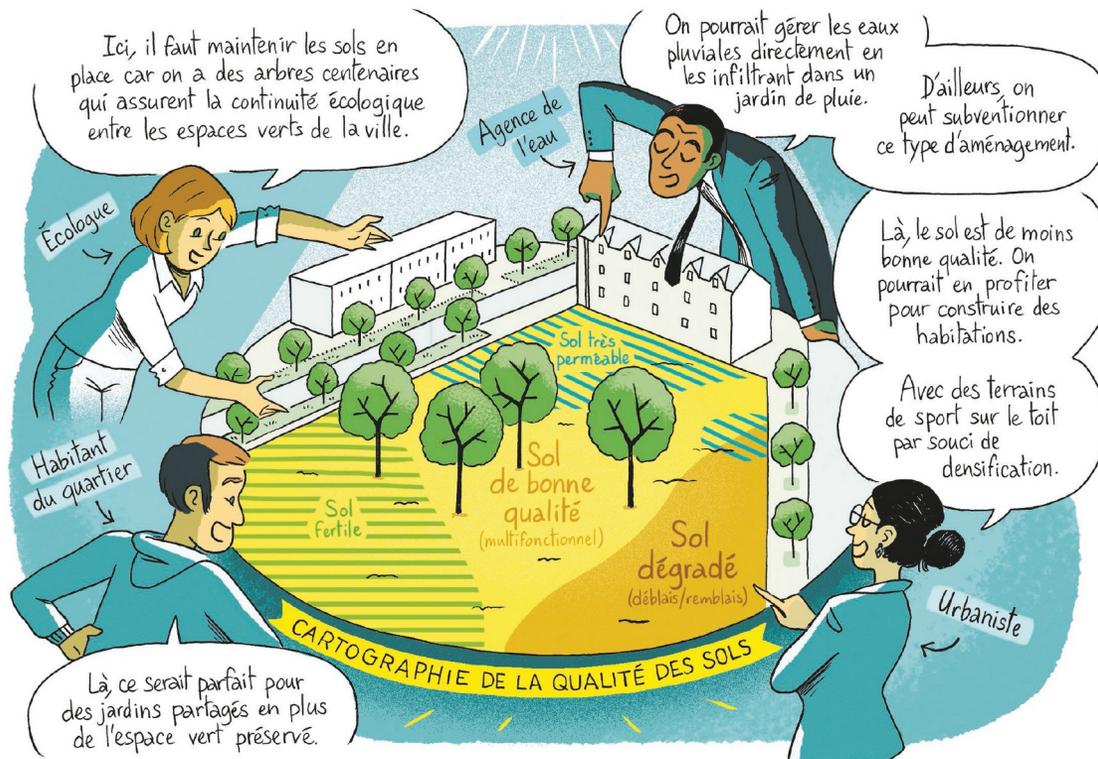
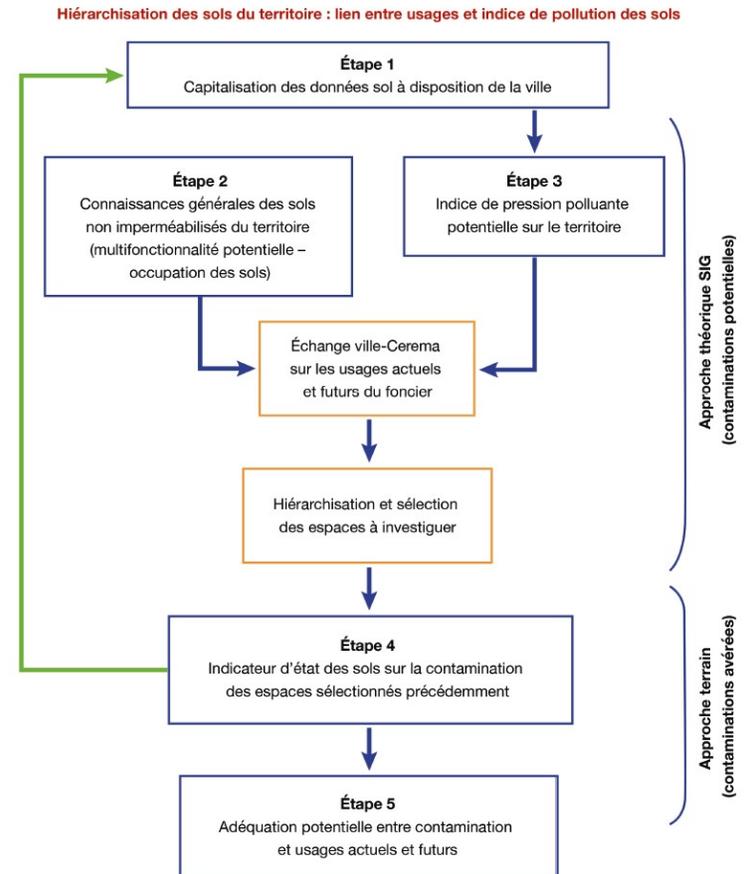


Figure 8.1. Concevoir l'aménagement en fonction de la qualité des sols. © M. Ughetti 2019



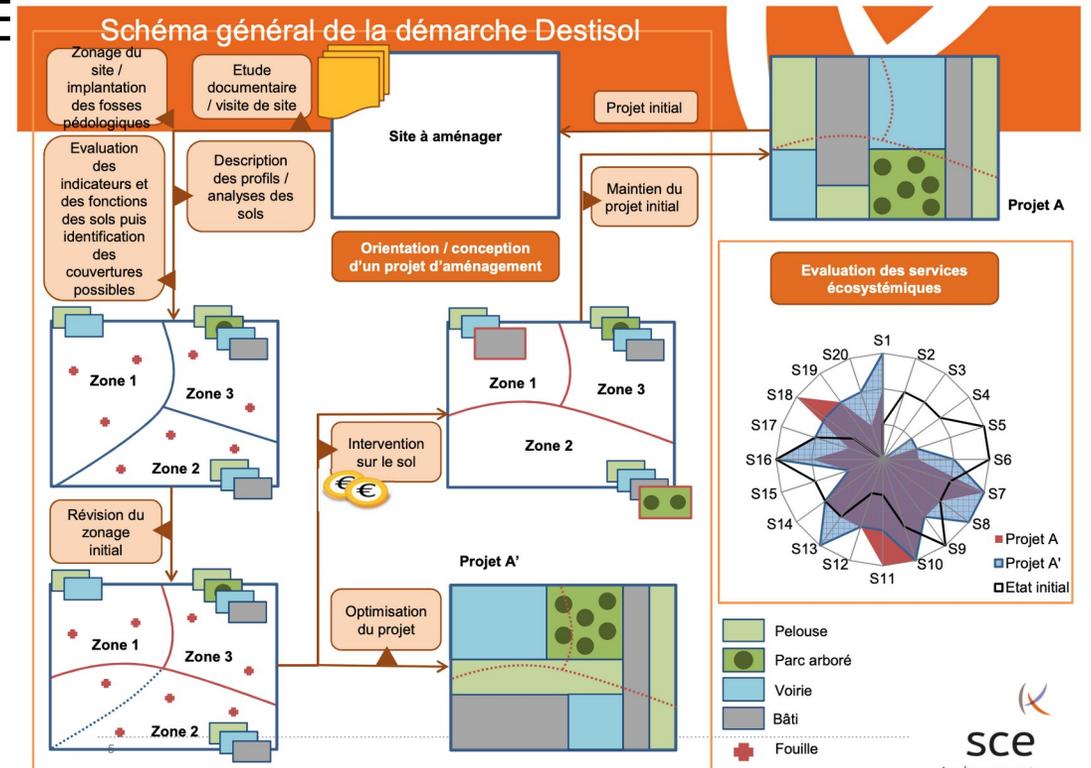
La qualité de sols une variable pour déterminer les usages et les pratiques (en AU)

- Dont les services écosystémiques rendus pouvant être un critère de choix E

DESTISOL (AU)

La démarche Destisol'AU s'opère en 3 temps :

- 1- expertise pédologique afin de réaliser un diagnostic de qualité des sols ;
- 2- évaluation des fonctions du sol (ex. la phyto-disponibilité de nutriments, la fertilité physique) à partir d'indicateurs issus de ces observations et mesures ;
- 3- couplage avec l'outil Destisol afin d'évaluer les niveaux de SE (approvisionnement, régulation), selon le choix d'aménagement du site d'AU

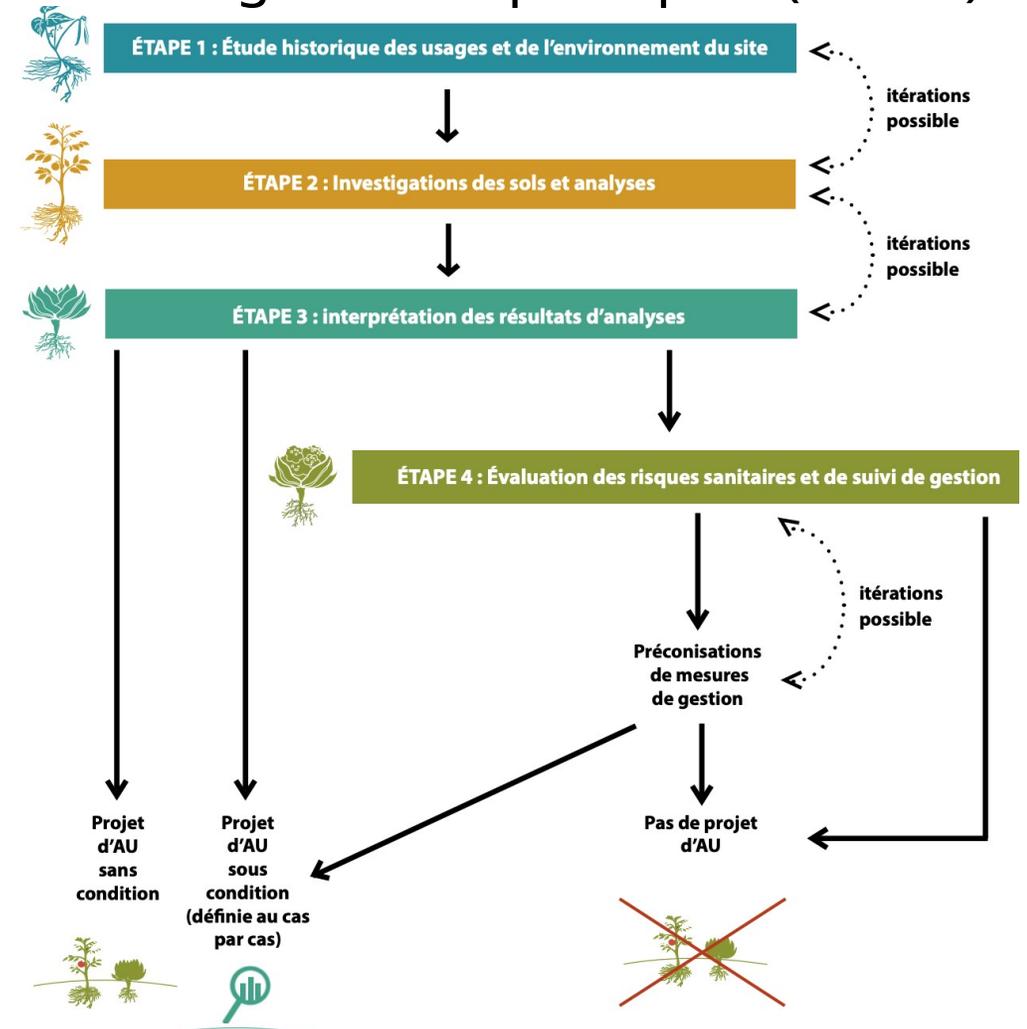
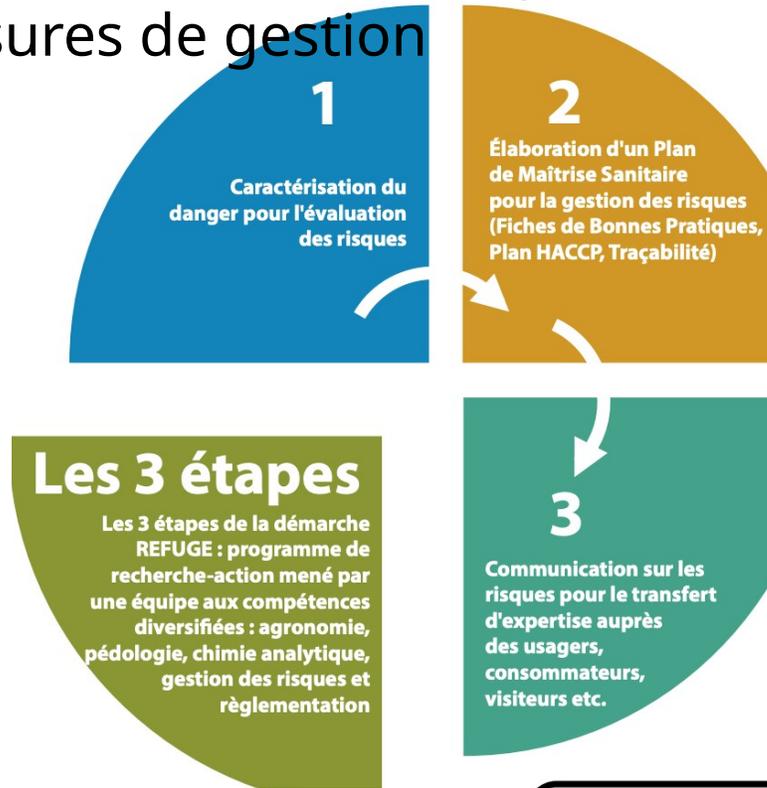


https://www.cerema.fr/system/files/documents/2017/06/Warot_SCE_SolsUrbainsViva

La qualité de sols une variable pour déterminer les usages et les pratiques (en AU)

DEMARCHE REGUGE :

caractériser la qualité et évaluer les risques pour penser les mesures de gestion



Nécessité de préserver les espaces agricoles et naturels de l'urbanisation / Renouvellement des générations

Récolte – Recueil d'initiatives foncière- capitalise des expériences innovantes de gestion du foncier agricole, contribuant à la sauvegarde des terres et l'installation d'agriculteurs. Projet INRAE (Perrin C.) et Terres de Liens



<https://ressources.terredeliens.org/a-propos-recoltes>

FILLÉ-SUR-SARTHE ACCOMPAGNE L'INSTALLATION D'UN MARAICHER POUR LA RESTAURATION COLLECTIVE (72)
Développer les productions locales biologiques en favorisant la transmission des exploitations

En Sarthe, la production de légumes est déficitaire par rapport aux besoins de la population. Pour pouvoir fournir la cantine de son village en légumes bios et locaux, la mairie de Fillé-sur-Sarthe se fait accompagner par la CIAP 72 (Coopérative d'Installation en Agriculture Paysanne), le GAB 72 (Groupement d'Agriculteurs Biologiques) et Terre de Liens Pays de la Loire pour installer un maraîcher biologique.

situation

contexte

Fillé-sur-Sarthe est une commune de 1500 habitants dont la restauration scolaire prépare 200 repas par jour. Proche du Mans, la commune est plutôt habitée par des catégories socio-professionnelles supérieures, dans un paysage qui reste agricole. Elle compte une Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP). En Sarthe prédomine la polyculture-élevage, avec des bovins laitiers ou allaitant, mais aussi des volailles de chair (poulet de Loué) et des porcs. La tendance est à l'expansion des terres céréalières aux dépens de l'élevage. L'approvisionnement local en légumes pour la restauration collective est compliqué, car il y a eu beaucoup de cessations d'activités maraîchères sans reprise, notamment autour du Mans. Les installations en maraichage sont uniquement en agriculture biologique (AB) sur de petites surfaces, avec des débouchés vers les particuliers, peu vers la restauration collective, car les volumes sont peu importants. Il n'y a pas de structure d'approvisionnement collectif pour les produits bio dans le département, ni de regroupement de producteurs biologiques pouvant se positionner sur ces marchés. Cela pose problème pour les communes ou les entreprises souhaitant se fournir auprès des producteurs biologiques du département.

étapes clés

Mai 2017 : Entretien avec 6 agriculteurs (qui étaient ou non propriétaires) de la commune.

Fin 2017 : Réunion publique pour exposer les réponses des personnes interrogées ainsi que les 4 parcelles de 2 hectares chacune. Un employé agricole décide de se lancer dans une installation maraîchère biologique sur 1,5 ha de terres cultivées par son père. Diagnostic agronomique de la parcelle par le GAB 72 pour vérifier l'adéquation du terrain vis-à-vis du projet maraîcher.

- Permettre le partage d'expériences entre tous les acteurs de la gestion du foncier agricole
- Contribuer à l'amélioration des politiques publiques
- Contribuer à l'essaimage d'initiatives innovantes

Eviter le mitage tout en garantissant le développement des activités et filières

BATIALIM – i- Caractérise la diversité des bâtiments , ii- les recenser (notamment solutions innovantes), iii- expérimenter des solutions techniques et architecturales en autoconstruction basées sur la réversibilité et la modularité des bâtiments adaptées au développement de filières alimentaires locales (prod, stockage, commercialisation).

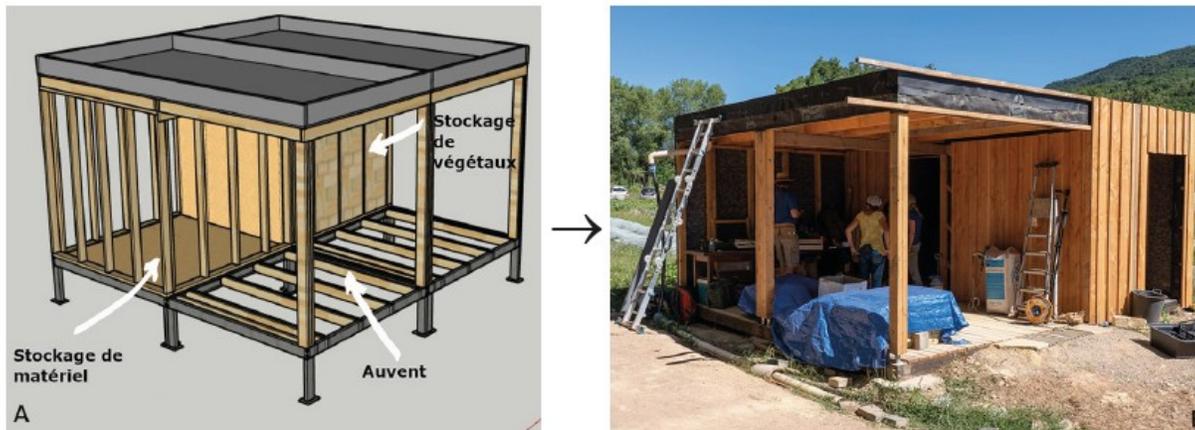


Figure 7.2. Prototype associant un module de stockage de matériel, une chambre climatisée autonome pour la conservation des légumes et un auvent pour la vente (A : dessin ; B : réalisation).

Crédits : A : Bastien Defives ; B : 3PCO.

- accompagner les installations progressives
- limiter l'artificialisation des terres agricoles ;
- faciliter la transmission, la revente des bâtiments.

Arbitrage entre fonctions et intérêts public-privé

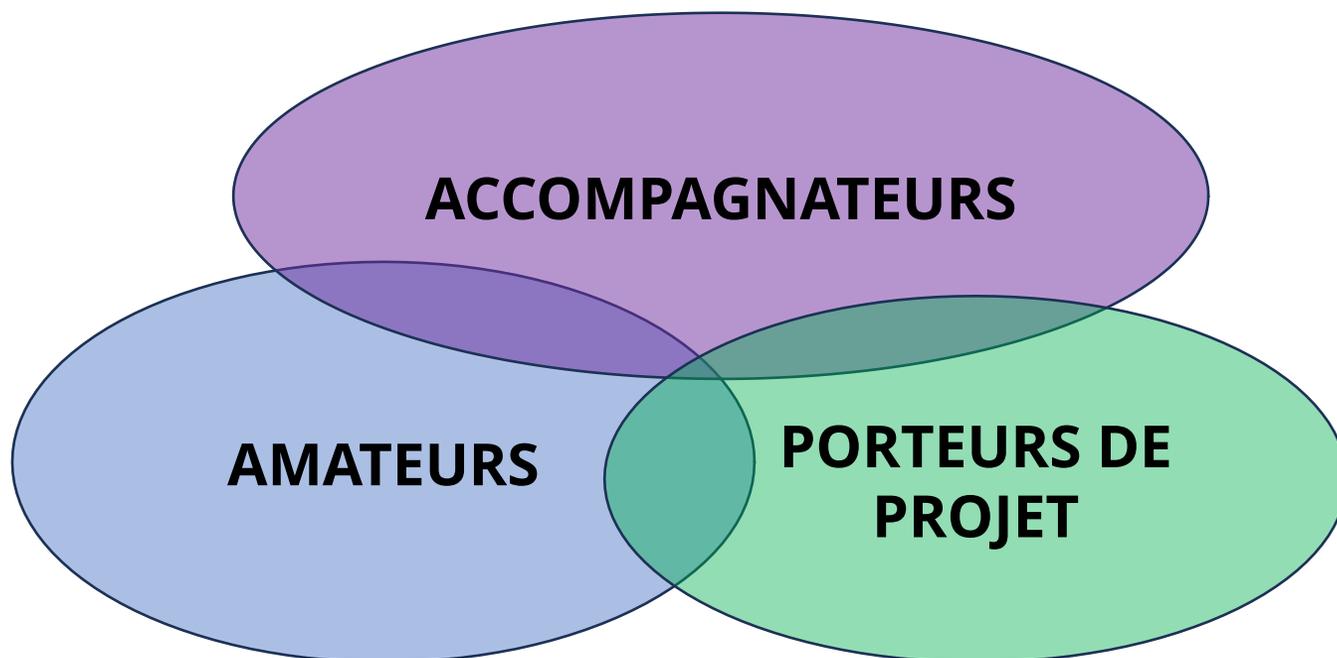
<https://francevilledurable.fr/outils/jeu-foncijeu/>

Foncijeu C. Clément

Jeu de rôles mettant en scène les principaux acteurs du foncier agricole et urbain (agriculteurs, propriétaires fonciers, maire et promoteur immobilier...) dans une commune fictive soumise à une pression foncière.

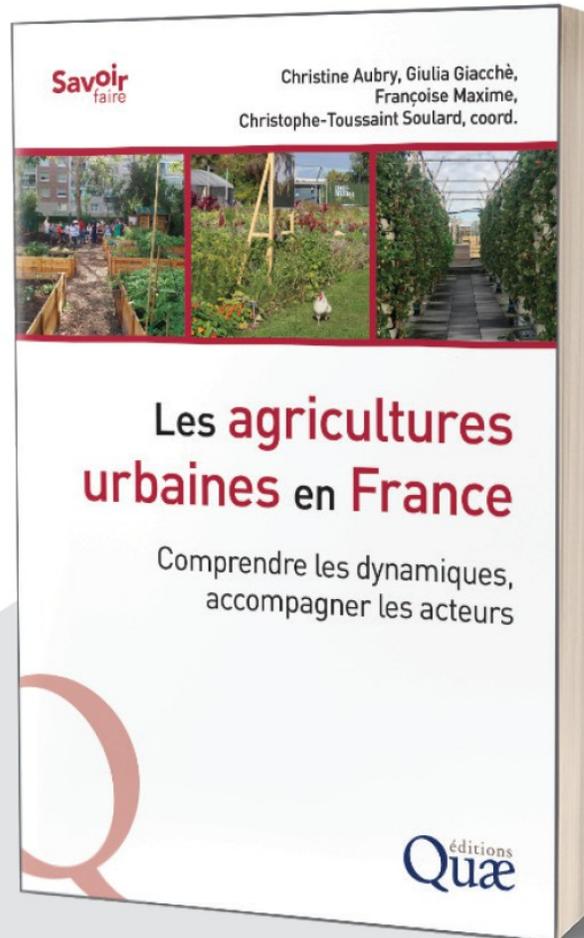
Chaque joueur a des objectifs à atteindre (à travers location ou achat de terre) permettant ainsi de saisir les tensions entre objectifs privés et publics.





AFAUP

Association Française
d'Agriculture Urbaine
Professionnelle



LES AGRICULTURES URBAINES EN FRANCE

Comprendre les dynamiques,
accompagner les acteurs

Collection *Savoir faire*

Quæ, 224 pages

ISBN 978-2-7592-3563-6 - réf.02844

Parution : **octobre 2022**

Livre papier : **29,50 €**

Ebook : **19,99 €**

Christine Aubry : christine.aubry@agroparistech.fr

Giulia Giacchè : giulia.giacche@inrae.fr